

# QUI FAIT QUOI POUR AMÉLIORER LA DÉMOCRATIE ?

*Rencontres nationales de Valence, 23 septembre 2014*

Rencontre nationale du 23 septembre 2014 à Valence



<b>Présentation</b> .....	4
Judith Ferrando .....	4
Pascal Aubert.....	5
<b>Interventions introductives</b> .....	5
Alain Genthon.....	5
Guillaume Gourgues.....	6
Nicky Tremblay .....	9
<b>Débats à géométrie variable</b> .....	12
<b>Témoignages et forum des initiatives</b> .....	13
<b>Alors, qui fait quoi pour améliorer la démocratie ?</b> .....	15
<b>Liste des participants</b> .....	16

Compte-rendu de la rencontre nationale du 23 septembre 2014.

**Organisation** : Institut de la Concertation en partenariat avec le Collectif Pouvoir d’Agir et le Conseil Général de la Drôme, avec le soutien de la Région Rhône-Alpes, du Groupement d’intérêt scientifique « Démocratie et Participation » et de la Fondation de France.

**Comité de préparation**

- pour l’Institut de la Concertation : Aurélie Chamaret, Myriam Marcet, Bertrand Paris, Emilie Meunier, Hélène Cauchoix, Lucie Anizon
- pour le GIS Démocratie et Participation : Hélène Balazard
- pour le collectif Pouvoir d’agir : Pascal Aubert et Jean Pierre Worms
- pour le Conseil Général de la Drôme : Corinne Turc, Alain Genthon

**Animation, secrétariat**

- Lucie Anizon, chargée de mission de l’Institut de la Concertation.
- Hélène Cauchoix, Bertrand Paris, Aline Guérin, Etienne Ballan, Pascal Jarry, Judith Ferrando, Laurence Monnoyer-Smith, Loïc Blondiaux et Pierre-Yves Guihéneuf, membres du Conseil d’administration de l’Institut de la Concertation ;
- Aurélie Chamaret, Myriam Marcet, Emilie Meunier et Aymeric Champagnon, membres de l’Institut de la Concertation.

Diffusion libre sous réserve de mention de la source. Institut de la Concertation, 2015.

La participation citoyenne aujourd’hui semble être devenue en grande partie l’affaire des institutions. Les collectivités territoriales, les entreprises et l’Etat rivalisent de propositions méthodologiques et d’invitations au dialogue à l’adresse des habitants. Mais entend-on vraiment les initiatives de ces derniers ? Qu’en est-il des porte-parole qui s’imposent dans la relation entre élus et habitants ? Quels sont les lieux et les temps où les acteurs de la démocratie se rencontrent et échangent ?

C’est à ces questions que nous nous sommes intéressés, et au constat qu’aujourd’hui il existe des expériences démocratiques plus ou moins reconnues qui tendent à démocratiser l’action publique ou à faciliter l’initiative citoyenne.

L’objectif recherché est de valoriser un panel de ces expériences afin de rendre compte de la diversité des initiateurs et de la diversité des objets mis en débat. Mais aussi de permettre un espace de libre présentation pour les acteurs souhaitant rendre compte de leurs pratiques. Nous ne souhaitons pas modéliser une pratique unique mais valoriser des approches différentes afin de mettre à la portée de tous (habitants, associations, élus) tous les sujets. Ceci afin que les participants de cette journée trouvent des ressources et repartent avec le sentiment qu’il est à leur portée de pratiquer une nouvelle démocratie à leur échelle.

***Un moment  
de rencontre  
entre des  
initiatives  
d’habitants et  
celles des  
institutions.***

Cette rencontre, qui a réuni deux cents personnes, avait donc pour objectifs de :

- mettre en lumière les initiatives innovantes de participation citoyenne, qu’elles soient mises en place par les habitants ou par les collectivités ;
- permettre la rencontre des idées et des points de vue des différents acteurs de la démocratie : habitants, élus et professionnels ;
- rendre compte d’une pluralité d’expériences qui démontrent que repenser la démocratie peut venir d’une volonté citoyenne ou institutionnelle ;
- produire pendant ce temps de rencontre des éléments de réflexions collectives qui permettront de mettre en marche un réseau multi-acteur qui aura pour objet de co-construire des propositions ou des outils visant à faciliter un meilleur dialogue des institutions et des habitants autour de la participation citoyenne ;

Il y a aujourd’hui un enjeu à inventorier et faire se rencontrer les initiateurs de nouvelles pratiques démocratiques. Nous espérons que cette rencontre initiera un processus productif.



*Judith Ferrando, Nicky Tremblay, Guillaume Gourgues, Alain Genthon et Pascal Aubert*

## Présentation

**Judith Ferrando**, Présidente de l'association Les Amis de l'Institut de la Concertation

À l'origine de cette initiative, il y a le pari qu'on a fait de l'existence d'un besoin de faire se rencontrer des collectifs d'habitants, des associations, des professionnels de la fonction publique territoriale, des consultants, des élus, pour échanger sur les différentes manières d'imaginer un réveil démocratique et une manière d'inventer ensemble la démocratie.

Du côté de l'Institut de la Concertation, nous en sommes à un stade d'échange, de débat entre les praticiens, quels qu'ils soient, et il s'est posé la question d'organiser un dialogue entre des acteurs qui se côtoient peu, et qui pourtant contribuent ensemble à faire vivre de nouvelles formes démocratique, ou, en tout cas, à tenter de les faire vivre.

En 2012, on a fait un séminaire au sein de l'Institut de la Concertation et on a pu analyser la place de la participation citoyenne dans les programmes des candidats aux élections présidentielles et législatives. On faisait alors un constat paradoxal : il y avait un repli de l'offre politique de participation, mais par contre on voyait un certain nombre de collectif qui se sont prononcés dans l'espace public pour un retour démocratique. On peut citer notamment le collectif Pouvoir d'Agir, mais aussi d'autres collectifs : les Colibris, le collectif Roosevelt... Et c'est cette capacité des citoyens à se faire entendre, à mettre sur l'agenda leurs propres préoccupations, qui nous intéresse aujourd'hui : comment peuvent-ils peser dans l'échange public, comment cela nous invite-t-il, en tant que professionnels, à revoir nos pratiques ? C'était ça qu'on voulait aborder ensemble. Dans les groupes d'échange de pratiques nous avons, au sein de l'Institut de la Concertation, qui réunit 600 membres, senti ce désir d'en savoir plus sur les démarches d'empowerment, de capacitation citoyenne et d'avoir des espaces pour dialoguer ensemble ; défi relevé aujourd'hui, où l'on va essayer d'avancer ensemble sur la construction de ces nouvelles formes démocratiques, et voir si toutes les conditions sont réunies pour qu'elles aient réellement un effet pour les citoyens, qu'ils ne soient pas simplement contributeurs.

**Pascal Aubert**, collectif Pouvoir d’Agir

Nous avons proposé d’intervenir à trois acteurs qui ont par définition des points de vue différents sur ces questions: un élu, **Alain Genthon**, maire d'Anneyron et Vice-président chargé des solidarités au Conseil Général de la Drôme, ensuite **Guillaume Gourgues** qui est maître de conférence en Sciences Politiques à l’Université de Besançon et qui travaille sur la démocratie participative, et puis troisième point de vue, qui va venir compléter ces regards différents sur cette question démocratique, celui de **Nicky Tremblay**, fondatrice et animatrice d'une association du quartier du Mirail, Dell’Arte, et plus récemment qui s'est impliquée dans la mise en place, l'animation de la coordination nationale citoyenne "Pas sans nous", dont elle est coprésidente. C'est du point de vue de la société civile, des citoyens qu'elle nous apportera son regard sur cette question là.

Ce que nous avons demandé à chacun des intervenants, c'est de nous faire part de leur analyse sur cette situation démocratique et puis peut être de mettre en avant les éléments qui, de là où ils parlent, leur semblent déterminants, les points, les enjeux, les questions dont il faut que l'on parle dans les échanges. Si les uns et les autres avez des pistes, c'est le moment de nous en faire part !

## Interventions introductives

**Alain Genthon**, maire d’Anneyron et Vice-président des solidarités au Conseil général de la Drôme

Pourquoi se poser des questions aujourd'hui sur la démocratie ? Dans la vie quotidienne d'un élu rural, on se pose la question de la légitimité. On est élu pour six ans, on travaille sur un programme, avec un groupe le plus élargi possible, où les grandes lignes d’investissement sont inscrites. Malgré tout, six ans, c'est long et même si on nous propose une méthode, des rencontres régulières, on se pose la question de revisiter cette légitimité. Quand au Conseil général, c’est une grosse institution, assez lourde, dans laquelle je m'occupe des solidarités humaines. Je fais le constat que les réponses des politiques publiques en termes de solidarités sont des dispositifs spécialisés qui ont l'avantage d'une certaine efficacité, mais qui ont aussi tendance à saucissonner la vie des êtres humains et à diluer le sens. Alors que la volonté de tous les travailleurs sociaux et des acteurs de terrain, c'est au contraire de chercher des potentialités, et surtout la quête du sens en permanence.

Pourquoi être solidaires, pourquoi aider des enfants, des personnes âgées, c'est quoi la solidarité dans un monde républicain ? Donc voilà les questions qui se posent au niveau municipal et au niveau de Département. Au niveau municipal, on a mis en place un groupe ouvert à toutes les forces vives qui veulent s'impliquer, qui nous aident à élaborer un programme d'action, et qu'on revoit tous les six à huit mois avec ce rôle de rappel des orientations qu'on avait construites ensemble. C'est un premier "outil". La deuxième chose qu'on a faite, c'est qu'on a créé des conseils de quartiers qui fonctionnent toute l'année avec un système d’assemblée générale où les gens du quartier élisent les représentants, et où deux conseillers municipaux font le lien avec ces conseillers identifiés. Pour que cela fonctionne, il y a une somme de 5000 euro qui est gérée par chaque conseil de quartier, soit 35000 euros sur l'ensemble de la commune. Ce ne sont pas des investissements déterminants, mais cette gestion de l'argent est intéressante : souvent on a des habitants qui viennent à partir de problématiques personnelles et le fait qu'il y ait cette somme à gérer, ça permet de passer d'une problématique personnelle ou individuelle à une réflexion collective et une hiérarchisation des réponses. C'est nécessaire pour octroyer ces 5000 euros qui sont collectifs. C'est quelque chose d’intéressant. On a démarré ça en 2008 et jusqu'en 2014, sur 4000 habitants, on avait en moyenne 800 habitants mobilisés. Les choses sont très pragmatiques et en même temps elles renvoient à la question du bien commun qui est posée en filigrane en permanence.

Moi j'ai une petite formule : « La démocratie qui est dans les détails ». Il ne faut pas regarder de façon hautaine les problèmes du quotidien, il faut les prendre avec beaucoup de sérieux, et c'est à partir du moment où on travaille ensemble sur les problèmes du quotidien que les dynamiques s'enchaînent et qu'on peut aborder tous les sujets par la suite. C'est là où on retrouve la question de légitimité qu'on peut avoir en tant qu'élu, qu'on vit tous les ans ; moi je fais ces sept réunions tous les ans, et ce ne sont pas des réunions dans lesquelles j'explique la volonté municipale, ce sont des réunions au cours desquelles j'écoute et j'interviens en tant que garant d'un cadre collectif, d'un cadre financier, et ma fonction est plus celle d'un animateur que celle d'un décideur. Donc ceci a produit un glissement qui est assez intéressant, assez inconfortable par moment, mais qui amène une sorte de friction, d'énergie qui nous alimente.

Voilà pour le côté municipal. Du côté du Conseil général, on expérimente une coordination locale d'action sociale. L'idée est de travailler d'abord avec les corps intermédiaires et les forces vives d'un territoire, les associations, les institutions en se réunissant, en se rencontrant pour se connaître, en créant un certain nombre de réseaux d'interconnaissance culturelle, de mise en confiance. Le principe est d'essayer de porter un regard enrichi des différents points de vue sur un territoire, parce que c'est sur le territoire que se jouent la globalité et la complexité de la vie des habitants, les problématiques de logement, de travail, de loisir, de scolarité des enfants, de personnes âgées... ; là on n'est plus dans un modèle de saucisson, on est dans la vraie vie.

***La démocratie est dans les détails. Des questions très pragmatiques peuvent renvoyer à la question du bien commun.***

Ça c'est le premier niveau, la connaissance en regard partagé ; le deuxième niveau c'est d'essayer d'associer des habitants en renversant les dispositifs à partir de leur problématique. Il y a deux expérimentations sur des dispositifs complexes, notamment sur le RSA. Nous avons décidé qu'il fallait créer deux espaces de libertés, un espace où on pose la question du travail, où il y a des gens qui se réunissent sans fléchage, sans employé envoyé par Pole Emploi ou par le Conseil général ; c'est un collectif associatif qui se charge de ça : il a contacté les personnes, qui viennent ou non, et cet espace de liberté produit un certain nombre de choses dans les démarches autour de l'emploi. Il y a un deuxième dispositif qui va être expérimenté à Romans, avec des organisations associatives qui vont gérer la méthodologie, les centres sociaux, sur un quartier où l'on va déléguer des finances, mettre à disposition des finances sans projet pour l'instant, puisque le seul projet c'est que les gens définissent leur problématique, s'emparent de cet espace de liberté avec des financements pour faire un petit bout de chemin. Pour des institutions comme le Conseil général, la prise de risque dans ces expérimentations, c'est celle d'un changement de vision.

Essayer de manière concrète et pratique de participer à la redéfinition collective du bien commun cela revient à essayer de faire évoluer la démocratie, de se réapproprié collectivement le vivre ensemble.

***Guillaume Gourgues***, maître de conférences en Sciences Politiques à l'Université de Besançon

Mes recherches ont porté ces dernières années sur l'offre publique de participation, c'est-à-dire sur les formes descendantes de la démocratie participative ou de participation. Le constat duquel on peut partir est celui d'un impact persistant de ces formes descendantes de participation ; on remarque un rapport à cette offre de participation publique qui a changé : depuis les années 1990, on avait tendance à considérer que l'existence des dispositifs descendants, même insatisfaisants, était une forme de progrès, on se disait “c'est mieux que rien”. Aujourd'hui, on se rend compte que

l’existence, le fonctionnement de ces dispositifs, n’a plus de sens, ils tournent à vide, et posent la question de leur existence et de leur utilité.

***Les formes descendantes de participation tournent à vide. Ce qu’elles produisent n’intéresse plus personne.***

Ce constat là est partagé par l’analyse scientifique mais aussi par les praticiens. Il n’y a pas d’un côté les chercheurs critiques, clairvoyants, qui viendraient apporter la lumière aux praticiens illusionnés. Quand on se rencontre, on dit tous la même chose : il y a des dispositifs qui marchent, ils produisent des avis, on peut s’en féliciter, les mettre sur les plaquettes de présentation d’une ville, mais ça n’intéresse personne, ou en tout cas de moins en moins, et cela conduit à une perte de sens démocratique. Cette question du sens démocratique pose la

question du projet politique qui anime la mise en place de dispositifs participatifs. On est dans la pensée magique de la participation, liée à la banalisation de l’offre : n’importe qui, n’importe quelle collectivité peut adopter des dispositifs assez facilement, parce qu’il y a un marché pour ça, permettant d’acheter des dispositifs. Donc de fait, l’offre s’entretient, on peut assez facilement l’alimenter et à partir du moment où on a une offre, on va se lancer dans un discours de justification a posteriori de la participation.

Donc à quoi sert la participation ? À tout. Ça produit des meilleures politiques publiques, ça redonne la confiance dans la politique, ça responsabilise les gens... La participation se noie dans une rhétorique dépolitisée autour du développement local, ou de la solidarité sociale, on ne sait plus trop. Et donc la grande question qui demeure c’est : “Comment, avec la participation, peut-on affronter des enjeux précis, concrets, qui affectent aujourd’hui la démocratie, la conduite des politiques publiques, et plus largement le vivre ensemble ?” On ne va pas faire un inventaire complet de ces problèmes concrets, mais on peut en citer quelques uns : la focalisation de l’action politique autour de l’objectif de la compétitivité économique, au niveau territorial, de l’État, des villes, des milieux ruraux et donc le fait que l’action politique court après le capitalisme. Il s’agit d’être toujours plus compétitif pour aligner la société autour d’un objectif de bonne compétitivité. Un autre problème est celui de l’explosion des inégalités sociales qu’on gère plus qu’on ne cherche à les résoudre, on gère les externalités négatives. Également, la marginalisation accélérée des espaces ruraux qui contiennent des poches de pauvreté hallucinantes et qu’on a du mal à vraiment connaître. Et puis on se trouve face à des dilemmes insolubles : “Est ce qu’on fait de l’étalement urbain ou est ce qu’on densifie ?”, “Est ce qu’on lutte contre la pollution ou est ce qu’on favorise la mobilité ?”... Tout cela, ce sont des questions qui animent une très forte conflictualité sociale.

Face à ça, ce qui semble absolument urgent et important est de repartir de ces menaces qui pèsent sur l’état social et nos démocraties pour redéployer le sens politique de la démocratie participative et l’arracher à une offensive, un discours managérial, dans laquelle elle s’est peu à peu installée. On a une équation qui est toujours la même, une bascule entre la production de l’offre et le retour à la demande ; il s’agit de repenser la demande sociale de participation comme le centre de gravité de tout dispositif et de toute démarche. On a un problème d’offre, avec une production incessante de dispositifs en fonction des besoins de l’action publique plus que de celle des individus. Dans cette offre, il y a des éléments qui ont complètement disparus de cette offre de participation, par exemple, l’interpellation citoyenne, il n’en reste quasiment pas dans le panorama qu’on a. La construction collective de besoins sociaux, sous forme parfois revendicative, tout ça passe au second plan, dans cette espèce de panorama de l’offre. L’urgence est donc de repenser le lien entre cet édifice institutionnel participatif, qui s’est enlisé progressivement dans les problèmes de démocratie représentative, et les aspirations sociales.

Du coup, l’horizon d’une politique de la participation tournée vers l’intervention du pouvoir populaire a trois conséquences majeures.

La première : admettre une bonne fois pour toutes les limites de l’offre. La production de dispositifs ne peut pas répondre à tout ; c’est-à-dire que la qualité de la démocratie, la vigueur de la démocratie, a autant besoin de dispositifs concédés que de moyens financiers et humains pour animer la conflictualité démocratique. C’est en fonction de ce principe qu’on a financé des partis politiques, avec de l’argent public, qui ne sont pas des dispositifs créés par l’État. C’est aussi au nom de ça qu’on met de l’argent public dans des séquences référendaires. Et renouer avec le discours “il faut des moyens pour animer la conflictualité sociale”, c’est aussi une manière de défendre et de sauver la dépense publique face à la litanie de l’austérité qui fait que tout argent dépensé par le public est potentiellement de l’argent gaspillé. Il faut rappeler que pour vivre en démocratie, on a besoin d’argent pour financer la conflictualité. Ces moyens financiers peuvent s’obtenir au terme d’un rapport de force, on n’est pas obligé d’attendre que les élus aient l’illumination sacrée et se disent que c’est formidable de faire participer. On peut créer un rapport de force.

Deuxième conséquence : assumer un constat sur l’état calamiteux de la démocratie représentative. Je forcis le trait intentionnellement. Il faut sortir d’un schéma dans lequel la représentation est affaiblie et contestée par la participation. Ça ne correspond pas à ce qui se passe aujourd’hui. La représentation n’a pas besoin de la participation pour être affaiblie. Aujourd’hui, le fait qu’on se demande à quoi servent les élus, les partis ou les élections dans la conduite des politiques publiques, c’est un signe. Rassurez vous, les élus ont un rôle dans le schéma néolibéral, celui d’animer la compétitivité de leur territoire, de mettre en ordre la société et le social pour que, dans cette espèce de compétition mondialisée entre territoires, tel ou tel pôle de développement puisse attirer des ressources, attirer du capital. Les élus sont eux aussi dans un carcan de contraintes économiques. Et la participation, finalement, si on la limite au jeu à sommes nulles que certains élus prônent, où ils ne sortent jamais perdant en conservant ce qu’ils imaginent être leur titre à décider, cela ne mène nul part. Faire participer, c’est prendre des risques, mais aussi être lucide sur l’état de la représentation politique aujourd’hui. On pourrait imaginer que réactiver le débat démocratique et la conflictualité permettra peut être aux élus de reprendre de l’influence sur des processus qui les dépassent.

***La participation doit partir des besoins sociaux et promouvoir l’intervention populaire dans les choix publics.***

Enfin, il faut adosser autant que faire se peut les dispositifs institutionnels descendants sur la construction des besoins sociaux et l’intervention populaire dans les choix publics. Ça veut dire qu’il me semble important de prendre en compte comme centre de gravité de tout dispositif sa capacité à stimuler le pouvoir d’agir et influencer le cours des choses par les individus, et là encore ça implique plusieurs choses.

Première conséquence, il faudra assumer la part de conservatisme qui sera soulevée si on s’engage dans cette démarche. On aura beaucoup de débats qu’on aimerait ne pas avoir, sur le fait qu’il y a trop d’immigrés dans le quartier, que “le foyer de SDF, ce n’est pas top”, que “les impôts locaux, ça commence à bien faire”. Je témoigne peut être d’une naïveté sans borne sur les vertus du débat public, mais je pense que ces débats méritent d’apparaître et d’être traités collectivement. Au lieu d’attendre patiemment les élections.

Deuxième conséquence, il faut reconnaître que la construction des causes communes a besoin d’ingénieurs indépendants qui ne se situent pas exclusivement dans un marché régit par les appels d’offre. Et c’est l’intérêt de réseaux comme l’Institut de la Concertation. Il faut repenser ces agents



intermédiaires, leur indépendance financière et leur capacité d’action. Et c’est tout l’intérêt que va avoir la redécouverte du *community organizing*.

Dernier point, il faut imaginer des institutions qui n’existent pas. C’est-à-dire, certes faire du *benchmarking*, aller en Toscane, regarder l’IRD, regarder les budgets participatifs, mais admettre que toute démarche participative implique un saut dans le vide. Et que la participation, ce n’est pas seulement la circulation de bonnes pratiques. Faire de la participation en la ré-adossant à la construction des besoins sociaux, c’est s’engager collectivement dans une prise de risques. Petite parenthèse : le conservatisme n’est pas que chez les élus, aujourd’hui, les citoyens s’agrippent à certains dispositifs qu’ils ne veulent pas voir évoluer. Il faut l’admettre et en parler. Les signes de ce tournant sont là, ils ont du mal à percer, mais la question finale pour moi, celle qui est la plus importante c’est “comment fait-on pour imaginer une offre qui serve la demande, comment imaginer des dispositifs institutionnels qui soient des leviers pour la conflictualité démocratique ?”

**Nicky Tremblay**, porte parole de la coordination nationale “Pas sans nous”

Si tout le monde s’accorde à dire aujourd’hui que la société française traverse une crise économique, financière, politique et démocratique depuis 2008 notamment, dans les quartiers populaires ça fait plus de 30 ans qu’on la subit. La politique de la ville n’a pas été une politique volontariste pour réduire les inégalités sociales, mais une politique réactive pour des territoires spécifiques et des habitants spécifiques. Depuis les années 1980, à chaque fois qu’il y a eu un décès d’un jeune suite à des violences policières ou des bavures, une mesure est apparue, voir des mesurette. Il y a eu plusieurs grandes périodes :

- Des années 1980 jusqu’aux années 1990, il y a eu des révoltes (et non pas des émeutes) dans certains quartiers populaires suite à des décès de jeunes. À l’époque, le politique avait une lecture dépolitisée et abordait ces questions d’une manière singulière propre au territoire.
- Les années 1990, ça a été l’apparition du premier ministère de la ville. Là, on pouvait espérer qu’il y ait une prise de conscience politique, sauf que dans le même temps, il y a eu la création d’un concept qui a tué les quartiers, celui des quartiers “sensibles” ; ça a été une volonté politique de dépolitiser le problème et de ramener tous les problèmes au quartier, ces quartiers malades, assistés, et du coup de basculer sur le registre de la santé mentale et de la dépolitisation.
- De 2000 à 2006, ça a été le moment de la rénovation urbaine ; les individus extérieurs aux quartiers nous ont accusé : “vous avez des millions d’euros dans les quartiers”. Il est vrai qu’il y a eu des millions d’euros pour la rénovation urbaine, mais pas pour le social. Les deux piliers de la politique de la ville c’est l’urbain et le social et, pour habiller l’urbain, ils ont déshabillé le social ; ça a été une volonté de nous faire croire qu’en changeant le cadre de vie, on pouvait réduire les inégalités sociales, tout ça évidemment sans concertation. Et je ne parle même pas de participation, c’était un gros mot à l’époque, ni avec les habitants, ni avec les acteurs associatifs.
- De 2007 à 2012, les années Sarkozy ont ravagé ces territoires, à la fois avec la mise en concurrence des acteurs associatifs qui a gangréné les territoires au point qu’on est dans une situation de dévastation, et avec la confirmation politique du traitement répressif. Ces réponses sont toujours d’actualité. Pour des jeunes qui galèrent, qui errent et qui sont en échec, les réponses ce sont la répression ou la santé mentale. Je pense qu’on peut offrir autre chose.

***La démocratie  
institutionnelle n’est pas  
capable d’assurer la  
justice sociale.***

Aujourd’hui, nous dénonçons l’incapacité de la démocratie institutionnelle à assurer la justice sociale mais on dénonce aussi l’incapacité de la République à reconnaître ses enfants, encore aujourd’hui

“issus de”. Les années 80, c’était les première et deuxième générations de l’immigration ; aujourd’hui on en est à la quatrième, cinquième, sixième génération ! Jusqu’à quand va-t-on continuer de dire “les enfants issus de” ? Effectivement on est dans une crise majeure de la démocratie, mais en plus, dans les quartiers on est dans une absence totale de démocratie. Pour nous, dans les quartiers populaires, il n’est plus temps d’améliorer la démocratie mais bien sûr de la restaurer.

Les quartiers sont ravagés mais, comme dans toute situation dramatique, il y a des logiques de survie. C’est un paradoxe car dans ces quartiers il y a énormément d’énergie, de projets innovants, de solidarités ! D’autant qu’avec les révoltes de 2005, il y avait un message politique, pas structuré, pas organisé, mais un vrai cri, un appel au secours de la jeunesse française que le gouvernement n’a pas entendu. Si vous faites le tour des quartiers populaires, vous allez vous apercevoir que l’année 2005 a donné naissance à des dynamiques collectives citoyennes sous forme associative, sous forme de coordination, sous forme de comités de défense pour le logement, etc. Et que les habitants y participent, y compris les jeunes. Quand j’entends dire “les quartiers populaires sont des déserts culturels et politiques”, ça me fait monter au rideau, c’est impensable, c’est une méconnaissance totale des territoires !

Les habitants ne s’engagent pas dans les dispositifs institutionnels qui sont descendants. Il y a une telle méfiance envers le politique qu’ils savent que c’est de l’enfumage, des outils de communication politique, quand ce ne sont pas des appontages politique. Il y a d’autres espaces participatifs qui se créent et existent dans les quartiers populaires. Quand François Hollande est arrivé au pouvoir, il a dû dire quatre mots sur les quartiers populaires ; il y a eu une levée de boucliers, les quartiers populaires c’est quatre millions d’habitants, ça ne peut pas se résumer à ça. Puis, on a missionné Hélène Bacqué et Mohamed Mehmache pour faire un rapport. Nous avons répondu présents. Pourquoi ? Parce que c’est la première fois qu’un rapport était demandé par la société civile, pas par les parlementaires. Pendant six mois, il y a eu une commission, un rapport rédigé, une conférence citoyenne, plus de 300 rencontres sur l’ensemble du territoire avec des dynamiques collectives, et le rapport a été remis l’an dernier. Il comprend « une plus trente » propositions ; la première c’est le droit de vote des étrangers, qui avait déjà été promis par François Mitterrand, puis par François Hollande. Suivent trente propositions sur les bons principes de participation. Le rapport a été remis au ministère l’année dernière.

La commission aurait pu décider de s’arrêter là. Seulement, dans les quartiers on est un peu méfiants, on s’est dit qu’on n’allait pas les lâcher. On a donc continué, on est allés voir les parlementaires. En février 2014, la loi sur la réforme de la politique de la ville a été votée, ça faisait onze ans qu’il n’y en

***C’est la première fois  
que le principe de co-  
construction est inscrit  
dans la loi.***

avait pas eu. Elle comporte des éléments qui nous paraissent importantes : c’est la première fois que le principe de co-construction y est inscrit ! Sur les trente propositions, 5 principes qui ont été retenus. À partir de là, il y a deux options : soit on voit le verre à moitié vide, soit à moitié plein ! Une grande majorité aujourd’hui voit le verre à moitié plein, on est optimistes, on croit à notre capacité à créer du rapport de force.

Du coup, on s’est dit qu’on allait mettre en œuvre une des propositions du rapport : créer une coordination, une plateforme, rassembler les habitants des quartiers populaires pour créer une force collective et créer du contre-pouvoir. C’est le prix à payer aujourd’hui pour rétablir de la démocratie en ces territoires. Donc la plateforme est devenue la coordination nationale “Pas sans nous”, née il y a 15 jours, dont je suis coprésidente avec Mohammed Mehmache ; on est implantés dans une quinzaine de régions, on commence à se structurer, on a une couverture médiatique assez intéressante. Dans toute l’histoire des quartiers populaires, il y a eu des tentatives de dynamiques collectives, militantes, qui ont fait ce qu’elles ont pu et qui n’ont pas perduré. Comme on dirait en

Afrique, “il y a des moments où c’est le bon moment et il y a des moments où c’est pas le bon moment”. On considère qu’aujourd’hui que c’est le moment parce que justement on est sur l’après-2005, que ça produit des dynamiques collectives exceptionnelles y compris chez les jeunes. A Toulouse on a créé la CLAQ, coordination informelle, où on agit, avec des actions un peu « commando », la moyenne d’âge y est de 30 ans. Ce sont des citoyens français, diplômés, qui ne se disent pas “issus de”.

La coordination nationale “Pas sans nous” se veut aujourd’hui être non pas le caillou dans la chaussure, mais le rocher dans la chaussure du politique. On veut être un syndicat des quartiers et pouvoir intervenir sur tous les sujets qui traversent les quartiers populaires.

Comment intéresser les gens au sens démocratique ?

Aujourd’hui les inégalités sociales sont abordées par un traitement social individualisé. Résultat : les personnes victimes d’inégalités sociales se retrouvent coupables et sorties de tout système. Le challenge est de ramener les situations d’inégalités sociales individuelles à du collectif. Il y a trois points qui nous

semblent essentiels. Le premier : la question des quartiers populaires doit être placée au cœur du débat politique public. Pour nous, les quartiers populaires sont des laboratoires sociaux, même si je n’aime pas trop ce mot là. En tout cas, ils ont dix ans d’avance sur la société française, et on a intérêt à s’appuyer sur leurs expérimentations et les capacités d’expertise. Le deuxième point, c’est de s’appuyer sur des dynamiques citoyennes existantes et d’arrêter de croire qu’on va réinventer l’eau chaude. Et le troisième point, c’est que ça doit passer par la déconstruction de codes et des postures des institutions et de bon nombre de professionnels.

### ***Comment intéresser les gens au sens démocratique ?***



*La matinée a été agrémentée du regard ludique de deux « experts » clowns de la compagnie TACA (Marseille), qui a permis de refléter le questionnement des participants et de mettre en scène les apports introductifs. Voir la vidéo :*

<https://www.youtube.com/watch?v=54i8pBpjYEw&feature=youtu.be>

## Débats à géométrie variable

**Échangez assis, debout, autour d'un café ; sur des temps rythmés, avec des têtes connues ou inconnues, en toute liberté ou en vous laissant guider...Partagez vos conclusions, idées et réflexions avec la salle grâce aux espaces d'expression collectifs !**

Les participants se retrouvent dans un grand hall où chacun est invité à se réunir avec d'autres personnes, sachant que, dans chaque groupe, il est intéressant d'avoir en présence habitants, professionnels et élus (des gommettes de couleur différentes permet d'identifier rapidement les différents acteurs ; les participants choisissent eux même quelle(s) gommette(s) ils souhaitent coller sur leurs badges).

Plus d'une dizaine de groupes se forment et discutent jusqu'à 13h. Trois questions qui sont ressorties des interventions du matin sont proposées toutes les 30 minutes pour faire avancer le débat. Certains participants changent de groupe au cours des discussions. Le fil des discussions et le contenu des échanges sont restés propres à chaque groupe. Néanmoins, un fil twitter alimenté par des réflexions issues de post-it transmis par les participants a permis de rendre compte des échanges.



*Les débats à géométrie variable ont permis aux participants d'échanger de façon informelle autour de questions posées par les interventions précédentes.*

## Témoignages et forum des initiatives

L'après-midi, huit acteurs sont venus présenter des expériences diverses :

- **Municipalité de Saillans.** A Saillans, les 1 199 habitants ont tous été élus au premier tour ! "Tous simples habitants, nous avons été élus (80% de participation!) avec comme programme celui de mettre en place une gouvernance collégiale et participative de la commune".
- **L'alliance citoyenne Grenobloise**, association qui organise l'interpellation citoyenne sur le territoire de l'agglomération Grenobloise.
- **Centre social et culturel Papin** à Mulhouse : de l'accueil de cafés-habitants à la co-élaboration de "tables de concertation" sur le territoire. Une expérimentation à la française des tables de quartiers québécoise.
- **Missions publiques** est un cabinet de conseil qui a présenté une expérience de Conférence de Citoyens sur la métropole d'Amiens, afin d'associer autrement les citoyens à la construction des objectifs de la politique de la ville.
- **Le Conseil général de la Drôme** a présenté le projet CLAS, pour Coordination Locale de l'Action Sociale, qui favorise la transversalité et la mise en cohérence de l'action sociale au travers de cafés partenaires, d'un accompagnement des jeunes adultes et des bénéficiaires des minimas sociaux du nord Drôme. Leur objectif est d'agir collectivement pour tisser des liens nouveaux avec des acteurs économiques et lever des freins d'accès à l'emploi...
- **Le Conseil général de Gironde** a présenté le portage Agenda 21 appuyé sur la démarche Spirale : un chantier de "coresponsabilité sociétale et territoriale" afin de " Faire de la société un bien commun essentiel : *Vers un manifeste pour la coresponsabilité sociétale territoriale et la contribution au développement durable « à la hauteur des enjeux »*"
- **Le Collectif des Kéréden des reporters solidaires actifs**, une vingtaine d'hommes bénéficiaires du RSA résidant du même quartier et accompagné dans le cadre d'une action collective par les assistantes sociales départementales, ont rencontré des acteurs locaux et créé le débat avec des élus, des institutions et des associations en lien avec l'accès aux droits, le monde financier, l'accompagnement à la recherche d'emploi, la santé, la solidarité...
- **Lela Bencharif, élue au Conseil Régional Rhône-Alpes et un participant des ateliers citoyens** pour l'évaluation collective d'un dispositif "Vivre bien en Rhône-Alpes" : 50 citoyens, réunis à Lyon entre décembre 2012 et février 2013, ont participé à cet atelier dans le cadre d'une réflexion globale de l'institution régionale sur l'évaluation des politiques publiques et le développement durable.

Ces initiatives sont portées par des acteurs plus ou moins institutionnalisés et le résultat produit des formalisations démocratiques variées. Mettre ensemble ces expériences qui ont à chaque fois des porteurs différents permet de rendre compte de la richesse des expériences démocratiques existantes, mais aussi de promouvoir au regard de chaque participants (élu, agent de la fonction publique, associatif, habitant...) la possibilité d'agir à son échelle sur ses propres problématiques.





*La présentation des huit témoignages et le débat ont été animés par Laurence Monnoyer-Smith, Vice-présidente de la Commission Nationale du Débat Public, et Pierre-Yves Guihéneuf, consultant à DialTer.*

En parallèle se tenait un espace forum organisé en différents pôles : aménagement, politique publique, émancipation et coresponsabilité. Pour chaque pôle, un ou deux temps forts, correspondant à un échange direct avec les porteurs d’expériences précédents. Cet espace de présentation a également accueilli des acteurs venus d’autres régions et départements :

- Association “**Innovons pour la Concertation sur Internet**”.
- La **ville de Valence** autour des enjeux de développement social urbain.
- L’**IRSTEA** de Montpellier sur les enjeux de gestion et de gouvernance autour de l’eau.
- Le **Conseil général du Gard** sur l’accompagnement d’un plan local d’urbanisme.
- La **Fédération des Centres sociaux de la Drôme** et le Centre social autour de l’accompagnement de jeunes adultes.
- Élaboration participative d’un écho-hameau à **Burdigne** dans le Parc naturel régional du Pilat.



Ces échanges autour d’initiatives concrètes ont permis de rendre compte qu’il n’y pas une seule et unique modalité pour construire un dialogue démocratique dans l’action publique mais un panel d’expériences déjà existantes et portant sur différents problématiques comme l’aménagement, les politiques publiques, la participation de tous.

## Alors, qui fait quoi pour améliorer la démocratie ?

Cette rencontre a constitué un temps fort régional et national où habitants, professionnels et élus ont pu partager expériences, questions et savoir-faire. Cet espace d'échange et de rencontre a été très apprécié, à la fois pour sa diversité et pour les expériences innovantes qui y étaient présentées.

Les interventions initiales ont mis l'accent sur les enjeux. Les initiatives institutionnelles de participation qui constituent une part importante des espaces d'échange entre élus, professionnels et habitants, ne suffisent pas à faire émerger des solutions à la mesure de la crise actuelle du politique et des fractures sociales, car elles sont trop souvent peu opérantes sur l'action des pouvoirs publics et disqualifiées par les populations les plus éloignées.

Pour autant, des initiatives émergent sur les territoires, qui ne rencontrent pas toujours l'écho des institutions ni l'écoute des professionnels. Comment favoriser ces rencontres ? Faut-il créer des rapports de force suffisants pour que s'impose le dialogue et la co-construction ? Que nous apprennent les expériences qui fleurissent sur les territoires ? En quoi sont-elles porteuses de ruptures et de recompositions ?



L'Institut de la Concertation poursuivra ces réflexions au travers de ses activités et appelle ceux que l'enjeu mobilise à lui faire part des initiatives qu'ils prendront dans ce sens.

## Liste des participants

AGAESSE	Maryvonne	
AGARD	Benoît	Médias Conseil Action Publique
ANIZON	Lucie	Institut de la Concertation
ANTERION	Laurence	
ARCHIMBAUD	Jacques	Commission nationale du débat public
ARMAND	Sandrine	Association Le Mat
AUBERT	Pascale	
AUGRANDJEAN	Marie-Claire	
BACHIRY	Bezara	OPH Habitat Pays De Romans
BALLAND	Pierre	Forum RSA
BANNWARTH	Pierre	
BAR	Jérôme	AequitaZ
BARNEZET	Sylvie	Grenoble Alpes métropole
BEAL	Laura	Mairie de Firminy
BEDOUET	Henriette	
BENCHARIF	Lela	Région Rhône-Alpes
BENDAHIDA	Taous	Habitantes des Bleuets
BENOIT-JANIN	Anne	Composite
BÉRANGER	Alice	Auxilia
BERNADET	Denis	Denis Bernadet Consultant / Collectif ArchipelS
BERNARD	François	Fédération des Centres Sociaux de l’Ain
BERNAUS	Amélie	
BERNE	Anne Catherine	Secours catholique
BLANC	Yannick	La Fonda
BLOC	Michèle	
BODINIER	David	
BOIT	Adeline	
BONDON	Jérôme	Ville de Valence
BONNARDEL	Anne-Laure	ESCDD
BONY	Maud	Ville de Chalon-sur-Saône
BOUKHARI	Nore El Houda	Centres sociaux et familiaux d’Annonay
BOULLEAUX	Alice	Ville d’Echirolles
BOUR	Marie Noëlle	Secours Catholique
BOUR	Charles	Secours Catholique
BOURGAREL	Bruno	ARC EN CIEL THEATRE, réseau coopératif
BOURGEON	Véronique	
BRAND	Pierre	Fondation de France
BRAZIER-CHASSAGNE	Elisabeth	URCPIE Rhône-Alpes
BRETAGNON	Jean-Michel	LABORATOIRE CITOYEN
BRUGMANS	Winston	C2D (conseil de développement durable) de la Cub
BUSTOS	Caroline	
CAMBON	Anne	
CANTARUTTI	Alain	Union Régionale Rhône Alpes Centres Sociaux
CASSEL	Isabelle	
CAUCHOIX	Hélène	Institut de la Concertation
CESSIEUX	Albert	REVV
CHAGNY	Elyane	
CHAMARET	Aurélie	Adret et territoires
CHAMPAGNON	Aymeric	



CHANCRIN	Sandra	
CHARBONNEAU	Blandine	
CHARLET	Grégory	Centre Social Graine de Vie
CHARRAS	Françoise	Pays du Royans
CHARVOLIN	Manon	Interface espace public (Talents Croises)
CHEVALLIER	David	OSL
CLAUDY	Eve	Conseil Général de la Drôme
COUDENE	Cécilia	
COULON	Sandrine	
CRITICOS	Catherine	
CRUAUD	Anna	Anna CRUAUD - Ingénierie Sociale
CUM BOULERAND	Valérie	
D'AGATA	Rachel	
D'ANGELO	Alain	
DAU	Elisabeth	Institut de recherche et de débat sur la gouvernance (IRG)
DAVID	Fabien	
DE POORTER	Régine	Conseil général du Val-de-Marne
DELATTRE	Marie-Thérèse	
DELOCHE	Sandrine	
DEPLETTE	Gérard	ARFATSEMA
DOUILLET	Robert	DialTer
DUFFOUR	Bernard	
DUMORTIER	Christian	Fédération Ardéchoise des centres sociaux
DURAND	Bénédicte	
FABRE	Sylvie	
FAURE	Vanessa	Caisse D'allocations Familiales
FERRAND	Gaëlle	Ville de Chalon-sur-Saône
FERRAND	Nils	IRSTEA UMR G-EAU
FERRANDO	Judith	Institut de la Concertation
FLOUR	Julien	MJC centre Social Nini Chaize
FOURNIER	Quentin	Syndicat Mixte Drôme des Collines
FOURNIER	Marie-Christine	
GAILLARD	Delphine	
GARAYT	Alain	Conseil Local Développement VALDAC
GAY	Laurence	
GENEY	Clément	
GENTHON	Alain	
GIELLY	Monique	CAF de la Drôme
GODAYER	Lucie	Ville de Valence
GONNOT	Josiane	
GOURGUES	Guillaume	
GRALL	Pierre	
GRASSO	Caroline	CAF DE LA DRÔME
GRIMAND	Amélie	
GRIMAUD	Quentin	Imagination For People
GROLÉE	Juliette	AVDL - Association Villeurbanaise pour le Droit au Logement
GRUFFAZ	Bernard	
GUIHENEUF	Pierre-Yves	Institut de la Concertation
GUITTON	Chantal	Toposcope
HADIDI	Rafik	Conseil Général du Gard
HAEGEL	Bernard	
HASANI	Anfiate	Habitante des Bleuets
HORNIK	Philippe	
HUDELOT	marcel	
JACQUES	Etienne	Centre Social les 7 lieux
JAUME	Vanessa	Fédération Ardéchoise des centres sociaux

KEDZIERSKI	Raphaëlle	
LAILLIER	Pascale	Centre social du Plateau
LANCEMENT	Karine	
LANDREAU	Mélanie	CAF DE LA DRÔME
LE CAMUS	Helene	
LE DUIGOU	Philippe	Laboratoire Citoyen
LE GUILLOU	Anne	Solstice
LE NULZEC	Florence	Oxalis-scop SA
LEBOURG	Maud	Maison citoyenne
LEITE	Fernanda	CCO JEAN-PIERRE LACHAIZE
LEON	Séverine	Conseil Local de Dév. ValDAC (Valence Drôme Ardèche Centre)
LETENOUX	Aurélie	Collectif Archipels / Oxalis
LETTERMANN	Anouck	Adret et Territoires
LOUVEL	Yann	
LYONNET	Gérard	
MACIA	Chantal	
MACQUET	Yves	Union Régionale Rhône Alpes Centres Sociaux (URACS)
MAGNANON	Marie-Christine	
MAHE	Marilaure	
MALAPERT	Marion	C.d'Agglomération Chalon Val de Bourgogne - Le Grand Chalon
MALATRAY	Annie	
MAMDOU	Myriam	
MARCET	Myriam	
MARTIN	Florence	Emmaüs
MARTIN	Chloé	
MASSON	Nicolas	
MAUREL	Julie	Julie Maurel Consultante
MEDIGUE	Alice	
MEUNIER	Emilie	
MICHEL	Véronique	
MINISINI	Monique	Epicerie Sociale et Pédagogique
MIRALLES	Anne	
MONNERIE	Damien	Innovons pour la Concertation sur Internet (ICI)
MONNOT	Coraline	association La Lanterne
MONNOYER-SMITH	Laurence	Commission nationale du débat public
MONTANÉ	Sylvie	
MOULIN	Pierre	
MOURET	Julie	Innovons pour la Concertation sur Internet (ICI)
NDJIKESSI	Martine	Conseil Général de la Drôme
N'DOYE	Myriam	
OEHLENSCHLAGER	Sylvie	Centres sociaux et familiaux d'Annonay
ORAND	Lyliane	CLDD Pays Diois
OSMANI	Fatiha	Chemin de Liens
PARIS	Bertrand	Institut de la Concertation
PASCAL	Marc	Artisanice
PASCAL	Angeline	
PAWLOWSKI	Anne-Sophie	Coordination nationale des Conseils de développement
PAWLOWSKI	Elie	
PERRIN	Charline	Centre Social Graine de Vie
PERSELLO	Mylène	Emmaüs
PEZERON	Xavier	Conseil général du Val-de-Marne
PORET	Céline	Oxalis / Aliotis
PORTRAT	Marie-Hélène	
POUYET	Catherine	Conseil de développement de Grenoble-Alpes Métropole
PREVEL	Monique	Conseil Général de la Drôme
QUEMENEUR	Aicha	Pays du Royans

RAFFIN	Stéphanie	Maison de quartier Coluche
REGENET	Marie	
REITZER	Floriane	Parc naturel régional du Pilat
REVOL	François	
REYNAUD	Véronique	Pays du Royans
RIDET	Françoise	
RILLET	Sylvette	Pole Emploi Tournon
ROBIN	Vincent	Ville de Chalon-sur-Saône
ROIGNANT	Marie Pierre	
ROUX	Mathias	
SAINT-CRIQ	Régine	
SALL	Aziz	
SAVARY	Julie	Mairie Labatie d'Andaure
SCHROETER	Philipp	Pierre Feuille Ciseaux
SEGURA	Evelyne	CAF de la Drôme
SELATNA	Halima	
SERRE	Marie-Chantal	membre du collectif Part'âge
SIMIAND	Marie-Christine	
SOULTAN	Chantal	
STALPORT	Gaëlle	
SYBELIN	Véronique	
TAMBE	Isabelle	CAF de la Drôme
THOBOIS	Romain	
TREMBLAY	Nicky	Dell'Arte
TREMPIL	Patrice	
TRITZ	Philippe	MJC Centre Social Nini Chaize
TROUILLET	Monique	
VERLHAC	Barbara	Mairie de Goussainville
VERNON	Anne-Marie	
VILLOND	Caroline	Conseil Local de Développement Pays Diois
VINCENT	Jean-Marie	Com com de Hermitage Tournonais
WALLET	Julie	Centres sociaux et familiaux d'ANNONAY
WOLFF	Thomas	Centre des pratiques de la coopération / BâO
WORMS	Jean-Pierre	Pouvoir d'agir